

LA CENSURE INVISIBLE

Qu'est que la censure ?

Censure invisible ; censure implicite ; censure directe, diffuse ou complexe ; quelles sont les formes de la censure dans nos démocraties contemporaines. Que recouvre réellement dans le paysage médiatique actuel, la notion de liberté de la presse. Quelles contraintes, les différentes transformations économiques et technologiques des dernières décennies, font-elles peser sur les médias ? En d'autres termes, à quoi, nous, lecteurs, auditeurs ou spectateurs attentifs, devons-nous être vigilants quand nous recevons leurs messages ? C'est à ces questions que ce dossier s'attache à répondre.

Dossier réalisé par Chantal DRICOT et Jean-Luc MANISE secouezvouslesidees@cese.be

CENSURE ET DÉMOCRATIE

Les régimes démocratiques entretiennent avec le pouvoir médiatique des rapports étroits mais ambigus. Étroits, dans le sens où la liberté d'opinions et d'expression de ces dernières est une condition sine qua non de l'existence même du principe démocratique. L'affirmation d'opinions divergentes et le débat entre elles est en son cœur et doit, en théorie, permettre de dégager, au-delà des intérêts contradictoires, le compromis et les conditions du vivre ensemble. De ce point de vue et tout aussi théoriquement, les médias se voient conférer une véritable mission politique puisque les faits et les opinions qu'ils mettent en lumière sont censés éclairer les tendances, les intérêts et les enjeux en présence et permettre en retour tant aux citoyens qu'aux membres de la classe politique de se faire une représentation du monde aussi proche de la réalité que possible et d'effectuer leurs choix politiques, d'assumer leur responsabilité respective en connaissance de cause. De ce point de vue, on peut affirmer que c'est précisément parce que les médias constituent dans nos sociétés démocratiques, le lieu privilégié de formulation de la parole collective, qu'ils sont confrontés d'emblée à des rapports de force inégaux entre paroles de pouvoir et paroles de contre-pouvoir.

Il reste que s'arrêter à la seule vision idéalisée d'une presse veillant au bon fonctionnement démocratique, reviendrait à valider la notion d'objectivité dont la profession elle-même s'accorde à reconnaître qu'elle n'existe pas. Cela reviendrait à demander aux journalistes, instruments de cette "objectivité", de toujours se placer au-delà de leurs propres perceptions du monde. Cela reviendrait à oublier que l'information se "construit" c'est-à-dire qu'entre le fait et sa relation existent une série d'opérations (de choix des sujets, de mise en forme, de traitement) qui pour naturelles qu'elles soient n'en constituent pas moins un prisme plus ou moins déformant en fonction de la rigueur et de l'indépendance avec laquelle elles sont menées¹.

C'est donc aussi parce que les médias assument cette fonction de relais et de diffusion de l'information, celle par laquelle sont ou ne sont pas exposées certaines problématiques, sont dites ou ne sont pas dites les autres institutions (politique, économique, sociale, culturelle), qu'ils deviennent l'enjeu d'une lutte pour le contrôle de leur production. Autrement dit, c'est parce que le champ journalistique assure la production de biens symboliques et façonne les représentations qui influencent en retour le fonctionnement des autres champs (politique, économique, social ou culturel) qu'il est lui-même soumis à de fortes contraintes externes qui réduisent de fait ses prétentions à l'autonomie.

UNE ENTREPRISE COMME LES AUTRES...

A ces contraintes résiduelles inhérentes à la fonction intermédiaire occupée par les médias, viendront à partir des années 80 s'en ajouter d'autres qui modifieront profondément le paysage médiatique, son fonctionnement et son éthique. L'arrivée de grands groupes financiers ou industriels sur le marché de l'audiovisuel ; la privatisation d'une chaîne publique en France ; la création et le développement de chaînes privées en Europe mais aussi le recours à l'audimat pour mesurer l'audience et fixer les tarifs des spots publicitaires vont accentuer les pressions économiques sur le paysage audiovisuel d'abord, sur l'ensemble des médias ensuite. Avec l'audimat, le lien est rapidement fait entre l'audience des émissions et les ressources qui leur sont consacrées. Les programmes et dans la foulée les journaux, ont un coût qu'il s'agit de rentabiliser en maximisant l'audience, en collant au plus près des attentes présumées du public. Et l'ingérence des annonceurs dans la conception même des programmes, voire des lignes rédactionnelles des journaux télévisés, qui ne sont après tout que des produits devant servir la valorisation des leurs, sont de plus en plus fréquentes. La télévision devient rapidement le média dominant du champ journalistique. Par les audiences qu'elle génère, sa capacité de diffusion immédiate et élargie, son pouvoir d'influence mais aussi par les flux financiers qu'elle draine au détriment des journaux, la télévision inverse le rapport de force face à la presse de référence. Jusque là Le Monde en France, et dans une moindre mesure Le Soir en Belgique, incarnaient un journalisme sans

concession, à l'abri des pressions politiques et pouvaient à ce titre imposer ou à tout le moins rendre enviables leurs critères de qualité et leurs codes éthiques. Dorénavant, l'influence se fait dans l'autre sens.

UNE MARCHANDISE (PRESQUE) COMME LES AUTRES

Quelques années plus tard, ce sont les titres de presse qui font l'objet des assauts des groupes financiers et industriels². La concentration économique s'accroît, la pression économique s'accroît et la concurrence entre les titres s'installe. Dans le même temps, les chiffres de vente des journaux ne cessent de reculer. La première des conséquences de ces transformations successives est la marchandisation de l'information dans son ensemble. Bien sûr, l'objectif de ces nouveaux propriétaires est la rentabilité maximum et immédiate du produit ; c'est-à-dire qu'il soit fabriqué pour un marché de masse, le plus rapidement possible et en immobilisant le moins de compétences et de salariés qu'il n'en est nécessaire. Mais ce n'est pas le seul car au-delà de la rentabilité immédiate générée par un organe de presse, l'intérêt réside aussi dans l'utilisation de son pouvoir symbolique. Autrement dit, il s'agit de mettre ce vecteur de diffusion au service d'une stratégie économique plus globale³.

LE RÈGNE DE LA COMMUNICATION

En 1999, Ignacio Ramonet analysait les changements structurels subis par les médias. "Trois sphères, disait-il, sont en train de fusionner : la sphère de l'information, celle de la communication (le discours publicitaire, la propagande, le marketing, les relations publiques...), et celle de la culture de masse, c'est-à-dire une culture soumise par définition aux lois du marché, et qui se soumet à la sélection du marché. Plus précisément, l'une de ces sphères, celle de la communication, absorbe les deux autres. (...) De plus en plus, un discours publicitaire et un titre de journal sont imaginés sur le même principe : accrocher, prendre des licences parfois importantes par rapport au contenu. L'effet de communication compte plus que l'effet d'information. Ce qui compte c'est d'avoir un contact ? qu'il soit visuel ou sémantique, etc. ? avec celui qui lit." ⁴

En opposition avec une information rigoureuse, exigeante qui suppose du temps, des compétences et les moyens de son indépendance, il distinguait trois objectifs recherchés par cette nouvelle information communicationnelle : la simplicité, la rapidité, la distraction. Trois "qualités" propres à la culture de masse et au marketing qui ont peu à peu investis les médias d'informations, même les plus sérieux. Mais les schémas de la communication et de la culture de masse ne se limitent pas à tout réduire, à tout simplifier jusqu'à l'outrance. Dans le même temps, ces schémas inondent, asphyxient ceux qui les consomment par la surabondance et la vitesse qui est celle de l'immédiateté. La relation informationnelle précédente, nous dit encore I. Ramonet, était triangulaire entre l'événement, le médiateur et le citoyen. Aujourd'hui, il n'y a plus que l'événement et le consommateur. Entre les deux, une caméra ou un micro suffisent. Le journaliste est devenu un excédent et l'information réduite à une transmission. Les médias contemporains pensent faire de l'information quand il donne à celui qui l'absorbe l'illusion d'assister à l'événement, que voir signifie forcément comprendre, et qu'y être, même par écran interposé, suffit pour savoir.

ET AUJOURD'HUI ?

La situation s'est encore un peu plus dégradée. L'apparition de journaux gratuits a accentué la concurrence dans la presse écrite et le développement d'Internet et des médias électroniques a encore accéléré la rotation des nouvelles qui pose sans cesse aux journalistes de nouvelles exigences de rapidité, de concision et de brièveté. Ces exigences ne sont évidemment pas sans conséquences sur les formes et les contenus. Les journaux se sont tous, sans exception, résignés aux formats tabloïd et les articles se sont vus réduits en conséquence. Quant aux contenus, on pourrait dire, si l'on ne craignait d'être trop lapidaire, qu'à une information qui se permet la complexité correspond une pensée et une argumentation riche parce que complexe et qu'à l'inverse une information sommaire ne peut déboucher que sur une pensée forcément diminuée. C'est aussi, pour rappel, parce que les médias ont la fonction de dire les autres institutions (politique, économique, sociale ou culturelle), que les transformations qu'ils subissent ont des effets non seulement sur le discours journalistique lui-même mais aussi sur les univers dont ils rendent compte. Symptomatiquement, le discours de ses institutions, par mimétisme, par souci de lisibilité ou par volonté de s'adapter au rythme, à la temporalité ou à l'esprit du temps, est contraint à se réduire lui aussi et la communication prend désormais le pas, elle se traduit par de petites phrases ou des slogans sommaires. Pascal Durant résume ainsi cet état de fait : " l'accélération et la segmentation du rythme journalistique, tel qu'il est défini par les contraintes journalistiques, est favorable au stéréotype, au cliché, à la pensée conforme, et défavorable à la pensée complexe et a fortiori hétérodoxe." ⁵ La structure du champ journalistique, poursuit-il, exerce sur l'expression de la parole collective, une triple contrainte, qui est de fait une triple censure : contrainte propre à l'événementialité comme catégorie discriminante, qui évacue de la représentation et de la relation toute donnée du monde échappant à l'événementiel au profit d'une sur-représentation saturante de tout ce qui,

au contraire, en relève ou s'y adapte ; contrainte formelle de formatage médiatique (faire bref et rapide pour répondre aux attentes des médias) ; contrainte sémantique, portant à la simplification, au stéréotype, et à la redondance, c'est-à-dire à la conforté avec l'ordre de ce qui, à force d'être répété dans le discours social, prend de facto le statut d'une vérité reçue.

DE LA POLITIQUE SANS LE DIRE

Sous couvert d'un rejet presque effarouché des idéologies (ce mot, comme tant d'autres, est lui-même devenu politiquement incorrect), le discours véhiculé par les médias forge peu à peu une apparente unanimité sociétale et ce faisant prêche, sans le vouloir, pour la soumission à un ordre de plus en plus établi. Ce discours se construit d'évidences qu'il voudrait tellement indiscutables (des réformes seront nécessaires, des efforts voire des sacrifices devront être consentis) qu'il s'exonère lui-même de l'argumentation et surtout de l'analyse des causes ou des alternatives. Il suffit pour s'en convaincre d'entendre ici et là les éditoriaux et les analyses mesurées mais toujours lucides qui rendent compte de la crise financière grecque ou des nécessaires réformes des retraites. Mais quel est donc cet ordre qui, à force de récurrence semble relever de l'état de Nature. C'est, nous dit encore Pascal Durand, "le sens économique qui domine doublement le champ politique et journalistique par l'obligation qu'il prescrit de façon si banale désormais, de penser le monde, les décisions politiques, les choix de sociétés en termes avant tout économiques"⁶. "Ce qui est donc bien à craindre, c'est la soumission de l'ensemble de la presse à une opinion si commune qu'elle se fait oublier comme opinion."⁷. Alors bien sûr, des résistances existent, tout comme les journalistes soucieux de leur indépendance et respectueux d'un cadre professionnel éthique. Mais les pressions sont importantes et les moyens de s'y soustraire souvent inversement proportionnels. Et le recours à la déontologie n'est pas toujours efficace pour enrayer un processus qui s'installe insensiblement, qui se diffuse plus par contagion que par manque de scrupules. Tout comme il serait injuste autant qu'inopérant de faire porter la responsabilité à une profession qui dans la plupart des cas subit elle-même l'effet des glissements qui surviennent.

DES SOLUTIONS ENVISAGEABLES ?

Au nombre de celles-ci, Pascal Durand cite l'organisation collective des journalistes au sein des rédactions ; des mesures politiques (notamment par la constitution d'un Conseil supérieur des médias) ayant pour double objectif d'empêcher les mouvements monopolistiques et de garantir le pluralisme du secteur ; le développement de médias alternatifs ; la formation des aspirant journalistes à la réflexivité critique permanente seul moyen fiable de limiter les automatismes qui insidieusement permettent à la pensée dominante de se reproduire ; enfin, parce que le temps accéléré génère les clichés, les stéréotypes, il suggère une reconquête du temps médiatique, c'est-à-dire un aménagement de la temporalité, des cadences, des conditions dans lesquelles l'information est produite et diffusée.

A ces solutions, et sachant que toute parole est située, il nous semble opportun d'en ajouter d'autres. Les missions d'information critique et de mobilisation de la parole collective relèvent également des missions d'éducation permanente qui sont les nôtres. Le développement des médias alternatifs, pourrait donc être porté de manière pertinente par les organisations qui rencontrent ces missions. Les relations privilégiées qu'elles entretiennent avec le terrain ; le travail d'éclairage des réalités souvent occultées ou négligées ; les incitants à la lecture critique de l'environnement et à la mobilisation des acteurs sociaux et le travail de mise en réseau et de valorisation des initiatives sont dans cette perspective des atouts qu'il conviendrait de cultiver. A l'heure qu'il est, nous avons encore, à notre mesure bien sûr, les moyens de cette temporalité plus longue qui permet de répondre à ces missions. Il nous appartient d'être vigilant afin de préserver ces moyens face à une marchandisation qui par ailleurs nous menace aussi.

Chantal DRICOT

1. Du reste - nous dit Pascal Durand, en référence à Pierre Bourdieu - " toute expression, écrite ou orale, parce qu'elle est le fait d'un agent appartenant à un univers social donné, est modelée par la structure de ce champ, façonnée par les formes autant que par les contenus, qu'il impose au discours. Etre journaliste, c'est avoir intériorisé comme une seconde nature, un certain nombre de normes d'écriture mais aussi de comportements et, en amont, une certaine vision du monde, c'est-à-dire un certain nombre de catégories d'entendement, d'appréciation, et de perception du monde. Au plus général, ces catégories porteront à une conception purement événementielle du monde, c'est-à-dire à n'en retenir que ce qui est susceptible d'être événementialisé et de passer au crible des genres et rubriques journalistiques. Par conséquent, la vision journalistique - comme toute vision - est d'office censurée et autocensurée en ce qu'elle exclut autant qu'elle retient et en ce qu'elle est d'autant plus portée, en ce qui la concerne, à retenir tel fait ou telle manifestation que ceux-ci répondent ou se prêtent au moule de l'événementiel, forme neutre de ce qui, à un autre degré, constitue ce qu'il est convenu d'appeler le sensationnel "

Pascal Durand, " Censure et sens commun professionnel " in Médias et censure. Figures de l'orthodoxie. Edition de l'Université de Liège, 2004.

2. (En France), " le groupe Socpresse, qui édite quelque 70 titres dont Le Figaro, L'Express, L'Expansion et des dizaines de journaux régionaux, a lui-même été acquis par un fabricant d'armes, M. Serge Dassault. Et l'on sait qu'un autre industriel de l'armement, M. Arnaud Lagardère, possède déjà le groupe Hachette (1), qui détient

quelque 47 magazines (dont Elle, Parents, Première) et des quotidiens comme La Provence, Nice-Matin ou Corse-Press.

Hachette Filipacchi Médias, filiale de Lagardère Media, est (aussi) le premier éditeur de presse magazine au monde, avec 245 titres publiés dans 36 pays. Cf. le site : www.obsevatoire-medias.info. Au sein du groupe Le Monde SA - actionnaire principal (51 %) du Monde diplomatique SA -, le groupe Lagardère est actionnaire (10 %) de Midi libre et du Monde interactif. " Source : I. Ramonet, Médias en crise, Le Monde diplomatique, Janvier 2005.

3. Ainsi, à ses conseillers qui trouvaient le prix fixé pour TF1 trop élevé et lui conseillaient de laisser tomber, Bouygues a répondu " C'est offert. C'est très bon marché, j'achète. Ce n'est pas un télé que j'achète, c'est un instrument d'influence ". Pierre Péan, Fayard, 1997. Cité par I. Ramonet, Médias en crise, Le Monde diplomatique, Janvier 2005.

Dans le même ordre d'idée, en 2004, Marcel Dassault, lors du rachat du Figaro exprimait ses motivations en ces termes " Un journal permet de faire passer un certain nombre d'idées saines, c'est-à-dire les idées qui font que ça marche. Par exemple les idées de gauche sont des idées pas saines. Faut pas travailler, il faut gagner beaucoup d'argent, faut partir en vacances. (...) Aujourd'hui nous sommes en train de crever à cause des idées de gauche qui continuent. Les idées pas saines, c'est les idées qui trompent le monde. La vérité c'est la vie ; la vie, c'est ce qui marche. Aujourd'hui quand on pousse les gens à ne pas travailler, on est dans l'erreur, quand on parle des acquis sociaux...non ! Y a pas d'acquis sociaux ! Cité par P.DURAND "La censure invisible"

4. Source : <http://www.acrimed.org/article189.html>

5. Pascal Durand, " Censure et sens commun professionnel " in Médias et censure. Figures de l'orthodoxie. Edition de l'Université de Liège, 2004. p13

6. Pascal Durand, La censure invisible, Editions Actes Sud, 2006, pg 37

7. Idem pg 52

QUELS CONTRE-POUVOIRS À LA CENSURE ?

C'est une forme de domination. Elle vise à empêcher la prise de parole. Ou elle utilise la liberté d'expression pour faire le contraire de ce à quoi elle doit servir. Elle est brutale ou diffuse, simple ou complexe. Elle a des contre-pouvoirs qui seront d'autant plus efficaces qu'ils s'articuleront, selon Jean Blairon¹, autour de réseaux réels.

Jean Blairon : " La censure est une forme de domination. Pour la définir, je repartirais de Luc Boltanski qui distingue la domination simple de la domination complexe. La domination simple, c'est la répression directe et, plus largement, tout ce qui empêche la prise de parole. On pourrait penser qu'elle n'existe plus chez nous mais, lorsque l'on lit Noam Chomsky, on est abasourdi de la façon dont elle s'exerce encore en s'appuyant sur l'absence de parole. Il faut regarder et comparer la couverture médiatique de l'assassinat du prêtre polonais Jerzy Popieluszko et celui de l'archevêque de San Salvador Oscar Arnulfo Romero. D'un côté, il y a un prêtre assassiné par un pouvoir communiste honni aux USA. La couverture de son assassinat et du jugement des coupables a été sans précédent dans les annales médiatiques. De l'autre, une victime d'une dictature mise en place et soutenue par l'Amérique. Le suivi de ce crime a été négligeable dans la presse, dans un rapport de 1 à 10 selon l'étude de Chomsky. Ce que le chercheur pointe du doigt, ce sont les médias assujettis à l'idéologie dominante qui participent de manière (pro)active à la fabrication de l'opinion publique. De l'autre côté, il y a la censure complexe, diffuse, que Bernard Noël traduit par un néologisme : " sensure " 1. Avec la sensure, on se trouve en face d'une censure qui s'exerce par la privation de sens. Elle traduit une domination sans contrainte, qui passe par des abus de langages. On parle de disparitions et non pas d'assassinats. On castre mentalement les individus, en proposant comme s'enorgueillissait le directeur de TF1, du temps de cerveau disponible " .

CENSURE COMPLEXE

Jean Blairon : " Virer Michel Polac après qu'il ait consacré son émission " Droit de réponse " au nouveau propriétaire de TF1, le groupe Bouygues, c'est de la censure simple. Certains débats organisés à la télévision relèvent pour moi de la censure complexe. On y invite tellement de gens, avec un temps de parole tellement réduit, qu'ils ne peuvent rien signifier. Je m'intéresse à l'aide à la jeunesse. Que peut-on retirer d'un débat de 10 personnes sur la délinquance dans la jeunesse ? Cela ne peut que renforcer le poujadisme ambiant : les jeunes sont des délinquants, etc. Il y a pour moi, dans la tendance systématique à mettre sur un plateau toutes les tendances, une neutralisation exercée au nom de la liberté d'expression. Il y a l'apparente place laissée aux auditeurs dont l'avis est toujours circonscrit aux réactions d'opinion. On les réduit à des sondages qui ne veulent rien dire ". Cela pose d'ailleurs la question de participer ou pas à ce genre de " manifestation ". Ne pas y aller, c'est manquer une occasion de présenter une pensée progressiste. Y aller, c'est risquer que cette idée soit " censurée " dans un contexte qui ne laisse aucune chance à la pensée. "

RÉPONDEZ À LA QUESTION

Jean Blairon : " Je prendrais un autre exemple avec l'émission " Répondez à la question " de la RTBF. D'abord le titre de l'émission postule que les sujets de l'émission, les hommes politiques, n'y répondent pas. C'est quand même étonnant, par rapport au champ politique, d'imaginer qu'on ne répond pas aux questions posées. En second lieu, on ne leur laisse de toute façon pas le temps de répondre. Troisième étonnement : un média prétend qu'il va obliger ses invités à répondre à des questions : c'est un peu prétentieux, non ? Le média télévisuel a de plus en plus la prétention d'être le lieu où les choses se font, où la réalité se constitue. Il faudrait un peu de modestie : ce n'est jamais qu'un point de vue sur un point de vue."

SANS COMMENTAIRES

Jean Blairon : " Quatrième étonnement : comme personne n'arrive à répondre aux questions, cela donne aux téléspectateurs une image du politique pourri, menteur et fourbe. Or le champ politique fonctionne sur d'autres règles que la transparence. Cela ne veut pas dire que les hommes politiques mentent, mais qu'ils font un travail de traduction. Avant qu'on arrive à cette traduction, c'est à dire au compromis, en présenter les prémisses, c'est tuer l'initiative. Lorsque l'on invite le premier ministre et que tout le monde sait qu'à ce moment, c'est Jean-Luc Dehaene qui est chargé de chercher

une solution pour BHV, pourquoi encore cuisiner Leterme sur ce sujet ? Il a dû limiter sa réponse à plusieurs reprises par des "no comments". Le lendemain, on a dit de Leterme qu'il était le premier ministre "no comment". On touche au poujadisme le plus abject ! La censure complexe apparaît également dans les contraintes qu'épingle Bourdieu dans le traitement de l'information. Il faut aller vite, être bref et niveler l'information par le bas. Il faut parler simple, ce qui revient à dire qu'on demande de ne rien exprimer comme idée. J'ai été contacté il y a une vingtaine d'années par la RTBF pour des interventions sur la littérature à destination du monde scolaire. A ce moment, il n'apparaissait pas comme incongru d'évoquer des pensées de théoriciens du roman tels que Alain Robbe-Grillet ou Jean Ricardou. Quelques années plus tard, on m'a demandé d'aborder la "sociologie de la littérature" mais le mandat était explicite- ment de le faire sans référence théorique à la sociologie. Le bascule- ment est terrible : on ne peut plus prendre le temps de présenter et d'expliquer des concepts, d'analyser. C'est significatif de la pente qui se profile : on peut parler de tout mais d'une manière qui confine au mépris et au ravalement de la pensée. Il y a aussi la dérive des structures. A partir du moment où l'on finance en partie la télévision publique par la publicité, on aboutit à un certain nombre d'émissions qui sont partiellement construites et rythmées en fonction de ces espaces vendus. "

QUELS CONTRE-POUVOIRS ? COMMENT LUTTER CONTRE LA CENSURE COMPLEXE ?

Jean Blairon : " En premier lieu, il faut savoir prendre du temps, de l'espace, ne pas hésiter à déployer un argument. Mais cela n'est faisable qu'en connexion à une pratique de réseau réel. Qu'est- ce qui fait que l'on va lire un article de plusieurs pages ? Parce que l'on se situe dans un réseau d'adhésion -ou d'opposition- aux idées présentées et débattues. On trouve ces espaces de pratiques de réseau réel dans de nombreux champs, comme celui de l'éducation permanente. Leur rôle est de fournir une marche entre un rien et un Chomsky. De présenter ses idées, d'ouvrir l'accès à son raison- nement pour donner envie aux gens de prendre un jour le temps de découvrir son œuvre plus en profondeur. Pour Paul Virilio, la lecture est un des points de résistance majeure, qu'il est très important de ne pas perdre. "

ECART TECHNIQUE

Il y a en second lieu le formatage du champ. C'est une vraie ques- tion. Faut-il aller jusque dans les écarts techniques pour montrer -et dénoncer- le caractère formaté des médias d'aujourd'hui ? On parle de presse alternative, de télévisions locales mais est-ce que ces médias ne sont pas tous obsédés par le côté technique des " grandes " chaînes, au détriment d'une audace qui devrait faire leur différence ? Faut-il absolument s'inscrire dans le formatage du champ, se laiss- er aspirer par lui, pour être pris au sérieux ? "

D'AUTRES TÉMOINS

En troisième lieu, il faut tenter de (re)trouver des témoins qui s'in- scrivent dans la réalité de leur terrain et qui ont encore un regard sur le monde. Il faut se mettre à leur service, aller à la rencontre de ces acteurs qui sont évacués des grandes chaînes et de l'espace public. Ils sont notre seule chance de voir le monde autrement. "

Jean-Luc MANISE

SOURCES ET INFOS

Jean Blairon est docteur en philosophie et lettres, formateur d'adultes, directeur de l'asbl RTA (Réalisation Téléformation Animation) qui publie le magazine Interomag. Alliant publications sci- entifiques et traitement journalistique d'une question, Interomag se conçoit également comme un média de critique sociale inspirée par l'analyse institutionnelle.

La fabrication du consentement

Oscar Arnulfo Romero était à l'époque l'une des figures embléma- tiques de l'opposi- tion à une dictature soutenue par les Etats-Unis. La couverture de son assassinat a été négligeable face au déchaîne- ment des médias lorsque Popieluszko a subi le même sort, victime de la police d'un pouvoir communiste naturellement intolérable aux yeux de la culture dominante en Amérique du Nord. Que le com- munisme apparaisse au grand jour dans toute sa brutalité était en phase parfaite avec l'idéologie en place aux USA et en Europe de l'Ouest d'où la différence du rapport de force. Noam Chomsky & Edward Herman ont (notamment) analysé cette différence de traite- ment pour en arriver à la conclusion que des médias dont le postu- lat démocratique affirme qu'ils sont indépendants " passent le plus clair de leur temps à donner l'image d'un monde tel que les puis- sants souhaitent que nous nous le représentions, qu'ils sont en posi- tion d'imposer la trame des discours, de décider ce que le bon peu- ple a le droit de voir, d'entendre ou de penser. " Noam Chomsky & Edward Herman : " La couverture accor- dée à l'assassinat du père Popieluszko constitue une étape majeure en matière de traitement de l'information et de propagande. On ne trouve d'équivalent pour aucune victime dans le monde libre. L'affaire Popieluszko fit dix fois la une du New York Times, et l'intensité de la couverture fut telle qu'aucun lecteur (américain) ne pouvait ignorer qui il était, qu'il avait été assassiné, et que c'était dans un pays communiste qu'on avait perpétré ce crime sordide. Inversement, le public ne vit jamais paraître les noms du père supérieur des Franciscaïns du Guatemala, Augusto Ramirez Monasterio, assassiné en novembre 1983, ni du père Miguel Angel Montufat, prêtre guatémaltèque qui disparut le mois même où fut assassiné Popieluszko, ni ceux de dizaines d'ecclésiastiques qui furent tués ces années là dans différentes régions d'Amérique latine et qui bénéficièrent pour certains d'une couverture médiatique conséquente dans les pays mêmes où on les avait tués "

Source : Edward Herman, & Noam Chomsky La fabrication du consentement, Contre-Feux Agone, 2008

LA SENSURE

" La censure bâillonne. Elle réduit au silence. Mais elle ne violente pas la langue. Seul l'abus de langage la violente en la dénaturant. Le pouvoir bourgeois fonde son libéralisme sur l'absence de cen- sure, mais il a constamment recours à l'abus de langage. Sa tolérance est le masque d'une violence autrement oppressive et effi- cace. L'abus de langage a un double effet : il sauve l'apparence, et même en renforce le paraître, et il déplace si bien le lieu de la cen- sure qu'on ne l'aperçoit plus. Autrement dit, par l'abus de langage, le pouvoir bourgeois se fait passer pour ce qu'il n'est pas

: un pou- voir non contraignant, un pouvoir " humain ", et son discours offi- ciel, qui étalonne la valeur des mots, les vide en fait de sens - d'où une inflation verbale, qui ruine la communication à l'intérieur de la collectivité, et par là même la censure. Peut- être, pour exprimer ce second effet, faudrait-il créer le mot SENSURE, qui par rapport à l'autre indiquerait la privation de sens et non la privation de parole. La privation de sens est la plus subtile du lavage de cerveau, car elle s'opère à l'insu de sa victime. Et le culte de l'infor- mation raffine encore cette privation en ayant l'air de nous gaver de savoir. Ce processus fait partie de la paupérisation actuelle - une forme de paupérisation elle aussi très subtile puisqu'elle consiste à donner une aisance qu'elle supprime en créant sans cesse des besoins qui maintiennent l'aliénation, mais en lui enlevant son car- actère douloureux. "

Bernard Noël dans " l'outrage aux mots " cité par Daniel Durand dans Médias et Cen- sure. Les éditions de l'Université de Liège - 2004, p.13

ÇA, ÇA VA PAS PASSER !

C'est une expression courante dans le jargon journalistique. Derrière se cache l'ombre de l'autocensure qui pousse les journalistes à anticiper les pressions qui s'exercent parfois pour qu'un texte qui dérange ne soit pas publié ou, en tout cas, pas tel quel. Ces pres- sions diffuses peuvent venir de différentes sources, comme en témoin Jacques Gevers, l'une des grandes figures du journalisme de la presse écrite belge.

Jacques Gevers : "L'une des définitions du dictionnaire Robert de la censure est " l'obligation de soumettre un projet de publication pour avoir l'autorisation de la diffuser ". Il s'agit d'une forme de censure directe, comme elle existe dans les pays à régime totalitaire. Cette forme de censure est interdite en Belgique, mais existe encore dans certains pays démocra- tiques. C'est le cas en sit- uation de guerre. En 91, lors de la guerre du Golfe, les journalistes occidentaux qui couvraient les événements sur place devaient présenter leur texte : ils se trouvaient alors face à la censure milita- taire. Israël est un pays démocratique où la presse connaît une cen- sure permanente. En dehors de cette censure officielle, rendue obligatoire par la puissance publique, on peut rencontrer chez nous une censure officieuse, beaucoup plus diffuse. Même s'il s'agit d'une rupture de l'ordre normal des choses, même si cela reste l'exception, cela crée des situations difficiles. Je vais parler de ma propre expé- rience journalistique. J'ai travaillé dans deux types de journaux. Des quotidiens régionaux, tout d'abord : La Meuse - La Lanterne, aujour- d'hui publiés par le groupe Sud Presse. Puis j'ai rejoint le Vif/L'Express, un hebdomadaire dont l'audience s'étend à toute la Commu- nauté française de Belgique. Je peux en conclure, et c'est très net, que plus un média est petit, et plus il est exposé au risque de censure. Autrement dit, plus un organe est petit, plus il est fra- gile. Ceci pour une raison assez simple : le pouvoir dans ce média ne rencontre pas, en son sein même, beaucoup de contre-pouvoirs. "

CONTRE-POUVOIRS

Jacques Gevers : " Qu'est-ce qu'un contre-pouvoir dans un média ? Ce sont des journalistes organisés et suffisamment consci- entisés à la déontologie. Je donne un exemple : si j'avais voulu con- traire un journaliste de la rédaction du Vif à parler en bien de quelqu'un ou de quelque chose, ou à ne pas en parler, j'aurais déclenché immédiatement une réunion de la société des journal- istes, dont les représentants m'auraient dit : " Arrête, tu es en train de nous empêcher de faire notre travail. En bref, j'aurais rencontré un contre-pouvoir organisé, intelligent et conscientisé qui m'aurait fait barrage. Je trouve cela d'autant plus salutaire que je suis moi- même, historiquement, le premier président de la société des jour- nalistes. Dans les médias plus petits, on ne dispose pas de ce type de contre-pouvoir. Alors, il y a des dérives possibles du genre : "Au nom de l'intérêt supérieur du journal, de notre région, on ne va tout de même pas critiquer notre indus- trie ou nos pouvoirs locaux. Pouvoirs locaux dont, par définition, la presse régionale est proche. On est intime, on mange à la table des ministres, du bourgmestre et des échevins, on blague. Il y a une complicité qui se crée. Les hommes politiques locaux ou régionaux aiment faire plaisir aux jour- nalistes. Ils leur donnent des informations exclusives, mais dans une optique de donnant-donnant. En contre-partie, on ne va tout de même pas crier au loup avec les autres lorsque commencent des cri- tiques. On ne cor-rompt pas dans le sens où l'on ne donne pas de l'argent, mais on entretient les bonnes relations. Si on organise une mission commerciale au Mexique ou au Guatemala, on va inviter les journalistes nationaux spécialistes des matières concernées, mais aussi le journaliste régional du coin, qui fera un bon article, avec photo, que vont pouvoir lire les gens de ma région, mes électeurs. Et puis, entre deux rendez vous officiels, on pourra se détendre au bar et faire mieux connaissance. Cela favorise la détente, l'amitié. On se tutoie. Comment dire du mal d'un ministre populaire, sympa- thique, qu'en plus on tutoie ? Cela devient difficile... "

PRESSION DES ANNONCEURS

Jacques Gévers : " Il y a aussi une grande fragilité des médias au pouvoir économique, c'est-à-dire aux annonceurs. Ici aussi, j'ai constaté une différence considérable entre les journaux régionaux et le Vif. Lorsque je travaillais à la Meuse - La Lanterne, j'étais journaliste politique, économique et social au sens très large. Je couvrais la thématique de l'énergie durant

les soubresauts du choc pétrolier de 1978-79. Dans un de mes papiers, j'évoque un jour la position ambiguë des sociétés du monde pétrolier, et en particulier, de l'une d'entre elle, Shell. En substance, je constatais que le secteur pétrolier n'avait pas intérêt à ce que l'industrie automotrice réduise trop la consommation des voitures grâce à des moteurs plus sobres. Pour écrire mon article, je me base sur différentes publications de qualité, y compris certaines publiées par le secteur automobile et pétrolier. Un soir vers 18 heures, je reçois un coup de fil d'un cadre important du journal, qui me donne la leçon "Avons-nous vraiment intérêt à vexer des annonceurs comme Shell ou Esso qui sont de très bons clients, je répète, de très bons clients." Cela me rend furieux. Je dis que je ne suis pas d'accord. Il me dit que c'est très imprudent, que nous sommes en crise. Bref, il me fait la morale, en m'expliquant qu'il fallait être très prudent. Finalement, il a dû passer beaucoup de temps à saupoudrer l'article de fioritures poisseuses afin d'édulcorer la teneur de mes propos et de dorer la pilule aux annonceurs afin qu'ils ne se vexent pas, croyait-il. Quand je suis passé au Vif, cela aurait été inimaginable : personne ne posait la question de savoir si ce qu'il écrivait allait froisser un annonceur. "

INCITATION À L'AUTOCENSURE

Jacques Gévers : " En revanche, la crainte du cadre de la Meuse - La Lanterne n'était pas forcément dénuée de tout fondement. Un exemple rarissime au Vif. Notre journaliste spécialisé en environnement consacre un article au Parc Paradisio. En substance, il écrit que le Parc, c'est très bien, mais que considérer Paradisio comme un exemple unique de gestion des animaux, organisé de manière totalement respectueuse de l'environnement, c'est un peu exagéré. La réaction à cette petite critique du directeur du Parc de l'époque a été fulgurante. Il a envoyé un courrier à l'administrateur-délégué de Roularta en écrivant en substance : " Cher Monsieur l'administrateur délégué, nous avons l'habitude de placer de la publicité dans le supplément Week-end du Vif. Mais j'apprends par votre journaliste Philippe Lamotte -et il le cite nommément dans son courrier- que le Parc Paradisio ne serait en vérité pas le paradis de l'environnement des animaux que nous décrivons. Dès lors, je m'en voudrais de vous obliger à accepter dans votre journal de la publicité pour une société aussi discutable que la nôtre. " Autrement dit : faites en sorte que ce type d'article ne paraisse plus, ou renoncez à notre manne publicitaire. La réaction a été assez saine. L'administrateur-délégué n'a pas perdu son temps à répondre à la lettre. Il l'a transmise au directeur du Vif, qui me l'a fait suivre en tant que rédacteur en chef. J'ai signalé la chose au journaliste en lui disant de ne pas en tenir compte. Pas pour l'inciter à la prudence, mais parce que je trouve important qu'il connaisse la position de sa propre hiérarchie par rapport à un comportement de ce type. Je donnerai un autre exemple significatif. Il s'agit de la Sabena. Le directeur de l'époque n'aimait pas nos articles, car ils s'alimentaient notamment auprès de l'association des pilotes de ligne, souvent critique envers la société, et il aurait préféré que l'information vienne principalement de la direction. A plusieurs reprises, la Sabena envoie son porte-parole qui nous suggère de choisir un autre journaliste pour couvrir cette matière, au risque d'amener l'entreprise à prendre une décision qui ne nous serait pas favorable. C'est ce qui s'est passé : la Sabena a cessé, comme elle le faisait auparavant chaque semaine, d'acheter le Vif en plusieurs centaines d'exemplaires pour les présenter dans ses avions. Il s'agissait d'un sérieux manque à gagner, qui a duré deux ou trois ans. C'était quelque chose de très violent, car la Sabena était à l'époque une société anonyme de droit public. Elle appartenait encore à l'Etat pour plus de la moitié du capital. On le voit et même si ce n'est pas du tout le cas de la majorité, on ne peut pas dire que les annonceurs n'essaient jamais de faire du chantage. Il ne s'agit pas de censure au sens classique du terme, mais de quelque chose de diffus, qui veut pousser les médias à une prudente " réserve ", pour parler de manière euphémique de l'autocensure. "

DU CÔTÉ DES ACTIONNAIRES

Jacques Gévers : " Une autre source de pression peut venir du propriétaire du journal, c'est-à-dire des actionnaires majoritaires qui n'aiment pas qu'on critique leurs amis, leur famille, leurs proches ou leurs clients importants. J'ai connu un cas, avec l'enlèvement d'un petit garçon dans la famille De Clercq, propriétaire du groupe textile Beaulieu. Celui-ci était à l'époque dans le collimateur de la justice, et il était impossible d'aborder l'enlèvement sans évoquer la chose. L'éditeur responsable a eu cette position : " Oui, on peut en parler, mais il faut être très prudent et ne pas être à la pointe des critiques adressées au groupe Beaulieu. Un autre exemple concerne l'Express, alors propriété du Groupe Dassault, avec à sa tête Serge Dassault, grand industriel de l'aviation civile et militaire. C'était au moment de la publication, par un journal danois, des caricatures de Mahomet. Le directeur de rédaction de l'Express décide de les publier. L'apprenant, Serge Dassault lui demande d'y renoncer, pour ne pas froisser ses clients saoudiens. En l'occurrence, il sera trop tard, car les rotatives tournent déjà, et les caricatures seront publiées. Mais on se trouve bien là devant une tentative de censure par le propriétaire du journal lui-même. "

ÇA NE PASSERA PAS !

Jacques Gévers : " Ai-je moi-même eu des problèmes de censure ? Oui, une fois et cela s'est une fois de plus résolu. Nous sommes en avril 1990 et le Roi Baudouin décide de ne pas signer la proposition de loi dépénalisant partiellement l'IVG. Je décide de faire un éditorial sur le sujet. J'écris dans celui-ci que le Roi vient de commettre une faute politique majeure. J'explique que c'est une faute politique majeure, car il ne peut pas s'attribuer des pouvoirs qu'il n'a pas. Il est obligé de signer dès lors que la proposition a été adoptée par le Parlement. Je dis encore que le fait de refuser de signer cette proposition est une faute politique majeure car ce geste va considérablement affaiblir la monarchie et qu'affaiblir la monarchie, c'est augmenter le risque de séparatisme. L'éditeur responsable cale sur le texte, considère qu'on ne peut pas écrire que le Roi commet une erreur politique. Je refuse de changer mon texte et mets ma démission en balance. A ce moment, je ne suis rédacteur en chef que depuis 4 mois ! L'éditeur en réfère à l'administrateur-délégué, qui rejoint l'avis de l'éditeur. Mais à l'époque, le Vif appartient encore, pour à 50%, à L'Express et le dernier mot en matière rédactionnelle appartient à son directeur de rédaction, qui va trancher en ma faveur en décidant que mon édito paraîtra tel quel. "

SITUATIONS DE RUPTURE

Jacques Gévers : " Pressions politiques, économiques ou en provenance des actionnaires : il y a, on le voit, des situations précises de censure diffuse, mais je ne parle ici que de situations de rupture de l'ordre habituel des choses. C'est arrivé 12 ou 15 fois en 30 ans de carrière. Elle a été également marquée par la pression toute particulière des lobbies pro-Israéliens. J'avais, en tant que rédacteur en chef et directeur de rédaction du Vif une position assez critique : celle de constater que l'Etat hébreu viole en permanence le droit international dans son conflit avec les Palestiniens. Mes articles m'ont valu des centaines d'interventions de la part de l'Ambassade d'Israël mais, surtout, de Juifs de la diaspora belge, d'associations et de groupes organisés, sous les formes de mail, de lettres et de coup de téléphone. J'en suis arrivé ici à la constatation, aujourd'hui avérée et reconnue par les praticiens unanimes de cette matière, que tout journaliste qui critique la politique d'Israël s'expose au risque d'être qualifié d'antisémite. J'y vois une dérive du langage dangereuse extrêmement dangereuse, car elle banalise complètement le terme "antisémitisme", en tant qu'il désigne le comportement inacceptable de la haine des Juifs. "

Jean-Luc MANISE

SOURCES ET INFOS

Jacques Gevers, aujourd'hui journaliste indépendant, est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'étude des pays en voie de développement de l'UCL. Après avoir exercé les fonctions d'avocat au barreau de Bruxelles, il a enseigné le droit, l'économie politique et les finances publiques au Centre de formation administrative d'Oran, en Algérie. Jacques Gevers a commencé sa carrière comme journaliste politique, économique et social aux quotidiens La Meuse - La Lanterne (aujourd'hui, groupe Sud Presse), puis il est entré en 1986 au Vif/L'express, dont il est devenu le rédacteur en chef puis le directeur de la rédaction, de 1989 à 2005. En 2007, la rupture est consommée entre ses conceptions journalistiques et les intentions de la nouvelle direction. Dans la revue " La Matière & l'esprit " (numéro 12-13 novembre 2008 - Avril 2009), Jacques Gevers trace, dans une écriture vivante, directe et incisive, le récit de "la vie d'un hebdo " et de la " mort d'un projet ".

Emotocratie : émotion, médias et pouvoir Numéro 12-13 - Novembre 2008- avril 2009.
Emotocratie : émotion, médias et pouvoir. Jean-Jacques Jaspers (Histoire d'un mot) - Gilbert Boss (Emotions et démocratie) - Jean-Jacques Jaspers (Médias, émotion et pouvoir) - François Jost (Pragmatique des émotions télévisuelles) - Jacques Gevers (Le Vif/L'Express : vie d'un hebdo, mort d'un projet) - Jean-Pierre Cléro (Réflexion sur une démocratie à la française) - Roland Breuer (Furies et émotions) - Chris Paulis (Emotocratie)

LA PROPAGANDE DU PROGRÈS

Internet est, à l'évidence, un espace de liberté d'expression. Les pouvoirs totalitaires en sont conscients, qui tentent d'en prendre le contrôle. Mais, en même temps que des voix s'élèvent, avec raison, pour défendre ce lieu de liberté d'expression, d'autres comme Paul Virilio, pointe du doigt la " propagande du progrès ". Pour le philosophe, la vitesse est plus importante que le passage de la censure et l'immédiateté est le contraire de l'information.

Le 12 mars 2010, Reporters sans Frontières a organisé la journée mondiale contre la cyber-censure. Celle-ci est destinée à soutenir un Internet libre et accessible à tous. Lucie Morillon Responsable du Bureau Nouveaux Médias de RSF et Jean-François Julliard, Secrétaire général " Dans les pays autoritaires, où les médias traditionnels sont sous la coupe du régime, Internet offre un espace unique de discussion et d'échanges d'informations, mais aussi le moteur de la contestation et de la mobilisation. Les nouveaux médias, et en particulier les réseaux sociaux, ont mis à disposition des populations des outils de collaboration qui permettent de remettre en cause l'ordre social. La jeunesse les a pris d'assaut. Facebook est devenu le lieu de ralliement des militants empêchés de descendre dans la rue. Une simple vidéo sur YouTube - Neda en Iran ou la marche safran

des moines birmans- peut suffire à exposer au monde entier les abus de gouvernements. “

SOIXANTE PAYS CONCERNÉS

“ Le temps où Internet et les nouveaux médias constituaient le champ réservé des dissidents et des opposants est révolu. Les dirigeants de certains pays ont été pris de court par cette émergence des nouvelles technologies et l'apparition d'une nouvelle scène de débat public. La prise de conscience a été brutale lorsque les “Révolutions de couleur” sont devenues des “Révolutions Twitter”. Il n'est désormais plus question de laisser le contrôle du cyber-espace aux voix discordantes. Censure de contenus politiques ou sociaux grâce aux derniers outils technologiques, arrestations et intimidations de net-citoyens, surveillance omniprésente et fichage destinés à mettre en danger l'anonymat des internautes : les gouvernements répressifs sont passés à l'acte. Une soixantaine de pays ont été concernés en 2009 par une forme de censure du Web, soit deux fois plus que l'année précédente. Le World Wide Web se fait grignoter progressivement par la mise en place d'intranets nationaux, au contenu “validé” par les autorités. UzNet, Chinternet, TurkmenNet, etc. “

ENNEMIS D'INTERNET 2010

Comme chaque année, RSF publie sa liste des ennemis d'Internet, où l'on retrouve les principaux pays qui restreignent l'accès de leurs citoyens à Internet : Arabie Saoudite, Birmanie, Corée du Nord, Chine, Cuba, Egypte, Iran, Syrie, Tunisie ou encore Viêt-Nam. “ Parmi ces pays, certains décident d'empêcher à tout prix leurs citoyens d'avoir accès à Internet : la Birmanie, la Corée du Nord, Cuba et le Turkmenistan. Autant de pays où les obstacles techniques et financiers sont conjugués avec un contrôle d'Etat et l'existence d'un intranet très limité. Coupure d'Internet ou ralentissement majeur sont monnaie courante en périodes de troubles. L'Arabie saoudite et l'Ouzbékistan optent pour un filtrage massif et incitent leurs internautes à l'autocensure. La Chine, l'Egypte, la Tunisie et le Viet-nam misent sur une stratégie de développement des infrastructures à des fins économiques mais contrôlent de près le contenu politique et social (les systèmes de filtrage chinois et tunisiens sont de plus en plus sophistiqués) et montrent une profonde intolérance vis-à-vis des voix critiques. La grave crise interne qui traverse l'Iran depuis des mois a pris dans ses filets les net-citoyens et les nouveaux médias, devenus, à leur tour, des ennemis du régime. “

SOUS SURVEILLANCE

A côté des “ ennemis d'Internet “, RSF publie une liste de pays placés “ sous surveillance “. On y trouve plusieurs démocraties. C'est le cas de l'Australie, en raison de l'implantation prochaine d'un système poussé de filtrage du Net et la Corée du Sud où des lois encadrent les internautes, en remettant en cause leur anonymat et en incitant à l'autocensure. La Turquie et la Russie font leur entrée dans cette liste des pays sous surveillance. En Russie, suite au contrôle exercé par le Kremlin sur la majorité des médias. En Turquie, les sujets tabous tournent principalement autour d'Atatürk, de l'armée, de la question des minorités (kurde et arménienne notamment) et de la dignité de la Nation. A ce titre, plusieurs milliers de sites sont bloqués, dont YouTube.

RÉVOLUTION 2.0

Reste que la nature même d'Internet rend difficile son contrôle total. “ Les révoltes urbaines en Moldavie (avril 2009) et en Iran (depuis juin 2009) ont pour la première fois, expliqué le blogue de l'équipe solidaire, dans leur traitement médiatique en tout cas, laissé une place presque prépondérante aux nouveaux médias numériques “. A la fois comme source d'information des médias étrangers dans des pays soumis à la censure et comme instruments de mobilisation politique. Twitter s'imposant presque exclusivement, si l'on suit le traitement médiatique de l'époque, comme le symbole de ces révolutions 2.0. “

RESSANTIR AU LIEU DE RÉFLÉCHIR

Des révolutions au service de la démocratie. Mais la formidable capacité d'outils comme Twitter à traiter l'information en temps réel modifie également en profondeur la façon dont on appréhende l'information. Comme le déclare Clay Shirky “ Au fur et à mesure qu'un média devient plus rapide, il devient plus émotionnel. Nous ressentons plus vite que nous ne réfléchissons “. Regis Debray évoque pour sa part la “tyrannie de l'actualité “, qui ferme la porte à toute perspective critique et historique. Le philosophe Paul Virilio va dans le même sens en évoquant la tyrannie de l'instant1. “ Il y a une tyrannie aujourd'hui du temps réel, de l'immédiateté, de l'ubiquité, de l'instantanéité. Cette tyrannie commence effectivement à être présente dans ce qu'on appelle la mondialisation. La mondialisation est une mondialisation au niveau du temps, et non pas au niveau de l'espace. Les antipodes sont toujours aux antipodes, les ruptures sociales entre le Nord et le Sud sont toujours là, les climats n'ont pas changé. La mondialisation, c'est le fait d'arriver dans ce point unique, qui est un point absolu, délimitant, où il n'y a plus que du présent, de l'immédiateté.”

L'INSTANT CONTRE LA DÉMOCRATIE

Et de continuer, dans une interview accordée au Journal du Dimanche2 : “Le progrès est en même temps la pire des catastrophes ; le pire et le meilleur sont liés, indissolublement ; Twitter n'échappe pas à cette règle. Plus on entre dans l'accélération des phénomènes, plus on brouille les repères. On n'a plus d'affrontement entre la vérité et le mensonge, mais une succession toujours plus rapide d'instantanés irréfutables : des émotions globales, synchrones, instantanées, à l'échelle du monde entier. Tous les musicologues vous le diront : c'est le rythme qui mène la danse ; désormais, le rythme mène l'actualité, et ce rythme est infernal, ou divin : il n'a plus rien d'humain. L'échelle de l'homme et de la démocratie, c'est le temps long : une information arrive, je peux l'assimiler, l'analyser, décider de ce que j'en fais ? L'instantanéité, l'immédiateté et l'ubiquité, ce sont des attributs du divin : Dieu est partout et, partout en même temps, et immédiat, incontestable et impensable. Ainsi va l'information instantanée, qui échappe au jugement humain. “

PLANÈTE INTERNET

Paul Virilio : “ On célèbre la planète Internet, ces informations qui franchissent les censures. C'est ce que j'appelle la “propagande du progrès”. En réalité, la vitesse est plus importante que le passage de la censure. L'immédiateté est le contraire de l'information. Prenez l'Iran. Au moment où l'empathie devenait réelle, Michael Jackson est mort, et c'était fini. On a célébré le dieu mort du show-biz, universellement et instantanément, et l'Iran a été chassé de l'immédiat. L'instant était passé. Des militants des droits de l'homme s'en sont désolés. Ils pensaient qu'il s'était passé quelque chose de décisif auparavant. Mais ils étaient abusés par la “propagande du progrès”. En réalité, l'Iran n'avait pas imprimé nos consciences. On avait eu une séquence en gros plan, avec le visage de cette malheureuse jeune femme tuée dans une manifestation ; j'ai déjà oublié son nom. Elle a joué son rôle : Deleuze appelait ça la visagété ; une figure exemplaire qui a fait son office sentimental ; ensuite est venu le visage de Jackson.

On croit qu'on défend la démocratie, en réalité, elle est minée. La démocratie s'adresse à un corps social réfléchi, pas à un agrégat d'individus rois fausement unis dans une émotion collective. Tant qu'on n'aura pas pensé ce problème, on n'arrivera pas à inventer une démocratie de notre temps. Il faut inventer une “économie politique de la vitesse”. Conjurant l'instantanéité trompeuse et garder le véritable avantage d'Internet : la densité et la profusion de l'information. C'est un énorme travail de réflexion pour nos contemporains. Et nous devons y parvenir seuls. Le principe même de l'immédiateté rend le passé obsolète. Ce n'est pas en exhumant Nietzsche, Marx ou Darwin, comme le font les journaux, qu'on s'en sortira. Leur monde disparu est inadapté à nos techniques. Il faut une intelligence collective aujourd'hui.”

BIBLIOGRAPHIE

Noam Chomsky avec Edward Herman, La fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie, Editions Agone, 2008
Pascal Durand, La censure invisible, Editions Actes Sud, 2006.
Pascal Durand (sous la direction de), Médias et censure. Les figures de l'orthodoxie, Editions de l'ULG, Liège, 2004.
Revue La Matière & l'esprit. Emotocratie : émotion, médias et pouvoir, (numéro 12-13 novembre 2008 - Avril 2009), Université de Mons.
Ignacio Ramonet, Médias en crise, Le Monde diplomatique, Janvier 2005. Source : <http://www.acrimed.org/article189.html>
Paul Virilio, Cybermonde, la politique du pire, entretien avec Paul Virilio, Ed. Textuel, 1996, 110 pages
Paul Virilio, La tyrannie de l'instant, L'Humanité : Article paru dans l'édition du 22 février 2002 de l'Humanité.
L'instant contre la démocratie, entretien publié dans le Journal du Dimanche du 11 juillet 2009 : <http://www.lejdd.fr/Medias/Actualite/L-instant-contre-la-democratie-Paul-Virilio-16059/>

Sources & Infos

Reporters sans Frontières : www.rsf.org La liste des ennemis Rapport d'enquête : www.rsf.org/IMG/pdf/ennemis_internet.pdf
Jean-Luc MANISE InterMag (http://www.intermag.be/index.php?option=com_content&task=view&id=222&Itemid=77)
Jean Blairon, Vers un Tribunal d'application des solutions [sans enquête ni jugement] ? Texte collectif, Lettre ouverte à Monsieur Yves Scieur, Président du Tribunal de Première instance de Marche.
Le blogue de solidaires du monde : <http://regardsurleweb.solidaires-dumonde.org>
Paul Virilio : “ Cybermonde, la politique du pire “, entretien avec Paul Virilio, Ed. Textuel, 1996, 110 pages
1. La tyrannie de l'instant par Paul Virilio, L'Humanité : Article paru dans l'édition du 22 février 2002 de l'Humanité.
2. L'instant contre la démocratie, entretien publié dans le Journal du Dimanche du 11 juillet 2009
Jean Blairon, Champ médiatique et exercice du contre-pouvoir.
Jacqueline Fastrès, Le rôle des médias dans la question publique : l'œuf ou la poule ?
Jean Blairon, Le traitement médiatique des “ affaires “ en politique ; une dangereuse erreur de perspective.
Jean Blairon, Une réalité démarrée - Une étude de cas sur les effets du traitement médiatique de la réalité.